



la lettre de la. coopération décentralisée

Decembre
2011
Janvier
2012

Editorial	2
Afrique	3
Amérique latine et Caraïbes	6
Asie	8
Méditerranée	9
Jeunesse.....	12
Thématiques.....	13
Europe/Institutions européennes	15
Actualités	16
Agenda	17
Publications	19

Editorial



Michel DELEBARRE
Président de Cités Unies France

Le 2 novembre dernier, les membres du Conseil national m'ont manifesté leur confiance pour assurer – sur proposition de Charles Josselin – la présidence de Cités Unies France. Je tiens à les en remercier.

Pour cette présidence, je sais que je pourrai compter sur les membres du bureau exécutif et sur les présidents de groupes-pays et thématiques. Je m'appuierai, en particulier, sur notre président délégué, Jacques ROCCA-SERRA, adjoint au maire de Marseille, et sur notre nouveau secrétaire général, Henri BEGORRE, maire de Maxéville et vice-président de la Communauté urbaine de Nancy.

Après sept ans d'engagement, Charles JOSSELIN a bien voulu continuer à donner de son temps et a accepté de me représenter quand la situation le nécessitera.

A l'aube de cette nouvelle année, permettez-moi, en mon nom et au nom du bureau et de l'équipe de Cités Unies France, qu'anime Bertrand GALLET, de vous présenter tous mes vœux de bonheur. L'année qui commence sera celle de grands rendez-vous électoraux qui engageront nombre d'entre nous. Je souhaite que le caractère pluraliste de notre organisation n'en soit pas affecté, mais je n'ai pas d'inquiétudes.

Je suis convaincu que la coopération décentralisée gardera son caractère fédérateur et que nous continuerons à travailler dans le consensus.

Les membres du bureau exécutif se réuniront, au siège de Cités Unies France, le 1^{er} février 2012, occasion qui nous permettra d'échanger nos vœux. Permettez-moi encore de vous réitérer les miens.

Michel DELEBARRE
Ancien Ministre d'Etat
Sénateur-Maire de Dunkerque
Président de la Communauté urbaine de Dunkerque

BURKINA-FASO

Président du groupe-pays : Jean-Bernard Damiens, vice-président du conseil régional du Limousin et adjoint au maire de Guéret

Prochaine réunion du groupe-pays Burkina Faso, le 27 janvier 2012

La prochaine réunion du groupe-pays Burkina Faso se tiendra dans les locaux de Cités Unies France, de 10h00 à 16h00.

Seront notamment abordés les sujets suivants : retours sur le « Forum des coopérations décentralisées avec le Burkina Faso », qui s'est tenu à Chambéry, les 24 et 25 juin 2011, et sur la 13^{ème} édition des Journées des Communes du Burkina Faso, organisée à Gaoua, du 22 au 24 septembre 2011. L'appel à projets 2012 du MAEE, la poursuite de la réflexion sur l'énergie et une introduction sur la décentralisation et la coopération décentralisée en milieu rural depuis la communalisation intégrale constituent les autres points à l'ordre du jour.

Le bulletin d'inscription est téléchargeable sur le site de Cités Unies France : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1383>

Mission de suivi du programme tripartite Burkina Faso - Allemagne - France

Dans le cadre du suivi du programme « Approvisionnement en eau potable et assainissement au profit de neuf communes du Burkina Faso », une mission CUF s'est déroulée à Ouagadougou, du 20 au 26 octobre derniers. Outre la rencontre des différents partenaires et potentiels opérateurs locaux, un comité de pilotage mixte restreint s'est réuni au siège de l'Association des Municipalités du Burkina Faso, le 24 octobre.

Il a permis notamment aux partenaires français et burkinabè de programmer les activités à venir d'ici février 2012.

Plusieurs collectivités françaises concernées étaient représentées, avec leurs partenaires burkinabè : Châtellerauld et Kaya, le comité de jumelage Pays de Morlaix et Réo, Epernay et Fada N'Gourma, Chambéry et Ouahigouya. Les villes de Dreux (Koudougou), de Laval (Garango) ainsi que le Service de Coopération et d'Action Culturelle de l'Ambassade de France étaient excusés.

MADAGASCAR

Président du groupe-pays : Alain Huard, conseiller général délégué au conseil général de l'Eure

Madagascar : un symposium pour la décentralisation

Les 14 et 15 décembre se tiendra le symposium pour les décentralisations en Afrique, à Antananarivo. Une initiative de l'INDDL – l'Institut national pour la décentralisation et le développement local. Plusieurs collectivités françaises participeront à cette rencontre.

Cet événement se tient alors qu'un nouveau gouvernement d'union nationale a été constitué le 21 novembre avec à sa tête Omer Beriziky, Premier ministre. La France a été le premier pays à reconnaître ce gouvernement tout en lui apportant une aide de 800 000 euros.

La prochaine réunion du groupe-pays Madagascar, le 26 janvier, reviendra sur ce symposium et se penchera sur la question de la formation des collectivités territoriales décentralisées malgaches.

(Source : www.linfo.re)

ACTUALITÉS MAURITANIE

Président du groupe-pays : Michel Sapin, député maire d'Argenton sur Creuse

Ahmed Ould Hamza, invité d'honneur des 5^{èmes} Assises franciliennes de la coopération et de la solidarité internationale

Le conseil régional d'Ile-de-France a tenu le vendredi 2 décembre, les 5^{èmes} Assises franciliennes de la coopération et de la solidarité internationale autour de l'implication des jeunes dans l'action extérieure des collectivités territoriales. L'invité d'honneur et grand témoin de cette rencontre a été le président de la communauté urbaine de Nouakchott en Mauritanie, Ahmed Ould Hamza. Le conseil régional Ile-de-France est en coopération avec la communauté urbaine de Nouakchott depuis 2002.

130 millions de dollars saoudiens pour l'électricité et l'éducation en Mauritanie

Le Fonds saoudien de développement a consenti au gouvernement mauritanien un prêt de 487,5 millions de rials saoudiens, soit environ 130 millions USD.

Source : http://www.mauritanie-web.com/actualite_8647_1_130-millions-de-dollars-du-fonds-saoudien-de-da-cop-y-veloppement-pour-l-a-copy-lec-tricita-copy-et-l-a-copy-ducation-en-mauritanie.htm

TOGO

Présidente du groupe-pays : Monique Papot-Liberal, vice-présidente de la Communauté de Communes de la Côte Roannaise

Mission de la présidente du groupe-pays au Togo

La présidente du groupe-pays est au Togo, depuis fin novembre, jusqu'à la mi-décembre.

Des audiences ont été sollicitées auprès des autorités françaises et togolaises, interlocutrices de la coopération décentralisée : l'Union des communes du Togo, ministère des Affaires étrangères et de la coopération, ministère de l'Administration territoriale, de la décentralisation et des collectivités locales, l'Ambassade de France et son service de coopération.

Cette mission sera restituée lors de la prochaine réunion, début 2012, du groupe-pays Togo, (initialement prévue le 8 novembre).

AFRIQUE CENTRALE ET DES GRANDS LACS

Réunion sur la coopération décentralisée au Congo Brazzaville, le 10 novembre 2011

L'objectif de cette rencontre était de présenter aux collectivités françaises engagées en coopération décentralisée, le Programme Concerté Pluri-Acteurs (PCPA Congo) et de susciter une dynamique collective dans le contexte actuel de décentralisation au Congo. Ce processus s'accompagne d'une augmentation significative de la ligne budgétaire européenne ANE/AL (Acteurs Non Etatiques & Autorités Locales) pour le Congo-Brazzaville, sur la période 2011-2013.

Il a été convenu de mobiliser les coopérations décentralisées franco-congolaises en prenant appui sur le programme concerté, mais aussi sur le prochain Forum de la coopération internationale des collectivités en juillet 2012, sur le prochain sommet « Africités » (décembre 2012) et sur les Assises yvelinoises de la coopération internationale de 2013, qui mettra le Congo à l'honneur.

Co-organisée par le CFSI, porteur du PCPA Congo, et Cités Unies France, cette réunion prenait appui sur la présence en France d'une forte délégation du PCPA Congo, composée d'associations et de représentations des pouvoirs publics locaux.

SANTÉ

Journée de la coopération décentralisée pour la santé en Afrique subsaharienne

Cités Unies France et ACTED présenteront, le 25 janvier 2012, l'étude « Santé et coopération décentralisée en Afrique subsaharienne ». Elle couvre sept pays de l'Afrique de l'Ouest ainsi que Madagascar et analyse la situation sanitaire dans ces pays, les actions de coopération décentralisée et présente des « focus » par acteur.

Fort de ce constat, cette journée, couplée avec le premier Forum « Pansons le Monde », appellera à plus de synergies pour une meilleure complémentarité entre les différents acteurs intervenant dans la santé dans ces pays.

Cette journée était initialement prévue le 9 novembre ; elle fait suite à la conférence santé organisée dans le cadre du 2^{ème} Forum pour la coopération internationale des collectivités, en juillet dernier.

MALI

Président du groupe-pays Mali : Guy-Michel Chauveau, maire de La Flèche et conseiller général de la Sarthe

Les 3^{èmes} Assises de la coopération décentralisée, Bamako, du 1^{er} au 5 décembre 2011



Plus de cent représentants de collectivités territoriales françaises et comités de jumelage, membres du groupe-pays Mali et structures d'appui à la coopération décentralisée franco-malienne, ont participé aux 3^{èmes} Assises de la coopération décentralisée, à Bamako.

Malgré un contexte sécuritaire délicat et les récents enlèvements dans le nord du pays, aucune collectivité ne s'était désistée. Les autorités du pays l'ont apprécié.

Le président de l'Association des municipalités du Mali, Boubacar Bah, a remercié l'association « sœur » pour cette forte mobilisation.

Le président de la République, Amani Toumani Touré, s'est exprimé longuement à l'ouverture, saluant la participation de Cités Unies France, des délégations françaises, ainsi que canadiennes, néerlandaises et africaines (Maroc, Bénin, Burkina Faso et Togo).

Pour les délégations qui ne pouvaient se rendre sur les territoires de coopération, ces Assises ont fourni une occasion particulière et attendue pour de nombreuses rencontres avec leurs partenaires du Mali. Des conventions de partenariats ont même été signées, consacrant ainsi de nouveaux engagements de collectivités maliennes et françaises.

Charles Josselin, représentant spécial du nouveau président de Cités Unies France, Michel Delebarre, a souligné que la coopération décentralisée, sans proximité, perdrait l'essentiel de son intérêt. En attendant que la situation sécuritaire s'améliore, Charles Josselin a exprimé le souhait que la venue en France des partenaires maliens soit facilitée.

500 élues, venues pour le congrès national du réseau des femmes élues locales, ont contribué à donner élan et dynamique à ces assises.



Les Assises se sont déroulées dans un pays en plein débat, sur la nouvelle constitution, l'évolution de la situation dans le nord, mais aussi sur le nouveau code de la famille.

Ceci en attendant, dans quatre mois, l'élection du nouveau président, ATT ayant achevé ses deux mandats.

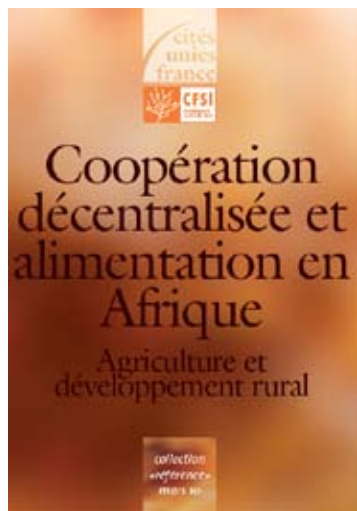
SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Vers une crise de grande ampleur en 2012 en Afrique subsaharienne ?

En 2012, alors qu'une crise alimentaire de grande ampleur se profile dans toute la zone subsaharienne, Cités Unies France souhaite poursuivre la réflexion : quelles initiatives les partenariats de coopération décentralisée ont-ils d'ores et déjà pris, pour parer à l'urgence ? Comment interpellier les pouvoirs publics sur cette urgence ? Comment poursuivre la construction de solutions sur le moyen terme ? Une rencontre sera proposée au premier trimestre sur le sujet. Les collectivités et structures intéressées sont priées de contacter CUF dès à présent.

Dores et déjà, le Mali a annoncé des mesures d'urgence pour venir en aide aux populations des 158 communes menacées de famine, suite au déficit pluviométrique de la campagne agricole dernière. Le gouvernement nigérien, quant à lui, déclarait dès le 11 novembre que plus de la moitié des villages sont exposés à une crise alimentaire et nutritionnelle.

C'est en 2008, suite aux « émeutes de la faim » en Afrique, que Cités Unies France s'est engagée dans un travail d'analyse, avec le Comité Français pour la Solidarité Internationale (CFSI), permettant aux collectivités de disposer de clés de compréhension et d'analyse utiles à leur action. Le travail de capitalisation sur les enjeux, méthodes et pratiques de coopération décentralisée en matière d'appui à l'agriculture, au développement rural et à l'alimentation en Afrique a fait l'objet d'une journée d'étude puis d'une publication commune intitulée : « **Coopération décentralisée et alimentation en Afrique - Agriculture et développement rural, collection référence** », éditée en mars 2010.



(Source : Centre d'Information et de Communication (CIC) du Dispositif National de Prévention et de Gestion des Crises Alimentaires, Niamey : http://www.malijet.com/actualite_de_la_nation_malienne/d_ficit_alimentaire_le_gouvernement_annonce_des_mesures_d_urgenc.html)

Pour plus d'informations :

Astrid Frey, chargée de mission (Bénin, Madagascar, Mauritanie)
Courriel : a.frey@cites-unies-france.org

Constance Koukoui, chargée de mission (Burkina Faso, Mali, Niger, Togo)
Courriel : c.koukoui@cites-unies-france.org

Sarah de Rekeneire, chargée de mission (Sénégal, programmes concertés)
Courriel : s.derekeneire@cites-unies-france.org

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Rencontre avec une délégation de la ville de Bangui, le 27 octobre 2011

La ville de Bangui, capitale centrafricaine, a effectué une mission en France en vue de rechercher des partenaires, notamment pour une coopération décentralisée. Une brève présentation des chantiers prioritaires de la municipalité de Bangui ainsi que des projets en cours a été faite. (Un diaporama est disponible auprès de poleafrique@cites-unies-france.org). La capitale est notamment confrontée à un besoin d'infrastructures – voirie - important, au regard de sa population croissante. La gestion des déchets et l'offre de loisirs pour la jeunesse sont d'autres préoccupations.

La ville a mis en place un comité de suivi de la coopération décentralisée, composé des ONG, des autorités locales, de la société civile et des maires ; l'idée est de vulgariser la coopération décentralisée auprès des maires des arrondissements, structurer leurs attentes et diffuser les projets. Un annuaire de la coopération décentralisée a été créé. Il recense les institutions, les associations, les collectivités françaises ayant appuyé un ou plusieurs projets.

Etaient présents, l'équipe du pôle Afrique : Alain Patrick Famby, chargé de mission à l'Hôtel de ville de Bangui et Rila Mandéla Moï - Yopaang, coordinatrice de projets à la mairie de Bangui. Contact : mairie_bangui@yahoo.fr

Séminaire de la FAO sur la stratégie de gestion des crises en Afrique de l'Ouest et au Sahel

La FAO - Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture - a organisé, le 30 novembre 2011 à Nouakchott, une réflexion sur sa stratégie de gestion des crises en Afrique de l'Ouest et au Sahel.

Les catastrophes naturelles devraient augmenter en fréquence et en gravité, en raison du changement climatique, de la croissance démographique, de l'urbanisation rapide et de la dégradation de l'environnement. Le Sahel présente une vulnérabilité particulière, en raison de déficits pluviométriques répétés.

Ces risques obligent la FAO et ses partenaires à des interventions rapides et plus efficaces ; aussi, l'organisation a présenté une feuille de route à cette occasion.

Pour plus de renseignements :
http://www.cridem.org/C_Info.php?article=623388

ACTUALITÉ HAÏTI

Séjour en France de Jean Fritz Jean-Louis, Secrétaire d'Etat aux Collectivités territoriales de la République d'Haïti

Le secrétaire d'Etat aux collectivités territoriales, Jean Fritz Jean-Louis, est venu en France, du 26 novembre au 1er décembre, dans le cadre d'une mission officielle organisée par le préfet référent sur Haïti au ministère de l'Intérieur français, Jean Dussourd.

Cette visite a permis au secrétaire d'Etat de discuter des opportunités de coopération entre le CNFPT et le Secrétariat d'Etat pour les autorités locales pour la création d'un service civil local et d'un centre de formation.

Le mardi 29 novembre, il a rencontré Jean-Louis Testud, représentant du président du groupe-pays Haïti, Christian Dupuy, et Nicolas Wit, directeur adjoint de Cités Unies France. Les échanges ont permis de faire le point sur la coopération décentralisée. Le Secrétaire d'Etat a affirmé son appui aux collectivités françaises engagées en Haïti.

Pour lire cet article : <http://www.haiti-news509.net/2011/12/le-sejour-du-secrétaire-detat-aux-collectivites-territoriales-en-france-mr-jean-fritz-jean-louis/>

ACTUALITÉ BRÉSIL

Président du groupe-pays : Michel Vauzelle, président du conseil régional Provence-Alpes-Côte-d'Azur

Résultats de l'appel à projets 2011 franco-brésilien du ministère des Affaires étrangères et européennes, en soutien à la coopération décentralisée tripartite en faveur d'Haïti et du continent africain

Dans le cadre de cet appel, deux projets ont été retenus, sur 23 propositions enregistrées :

Le projet du conseil général de Seine Saint-Denis avec la ville de Guarulhos (Etat de Sao Paulo), le conseil municipal de Maputo et de Matola (Mozambique), intitulé « Une politique intégrée de gestion des déchets solides ».

Le projet de la communauté urbaine de Lyon avec la ville de Fortaleza (Etat de Ceara, Brésil) et la ville de Porto-Novo (Bénin), intitulé : « Centre de formation en arts et métiers du patrimoine de Porto Novo ».

(Source : communiqué de la DAECT)

HAÏTI

Président du groupe-pays : Christian Dupuy, maire de Suresnes et vice-président du Conseil général des Hauts-de-Seine, représenté par Jean-Louis Testud, adjoint au maire

Signature d'une convention de coopération entre la ville de Nantes, Nantes Métropole et l'AMAGA

En présence des représentants du ministère de l'Intérieur, des collectivités territoriales et de la Défense nationale, la ville de Nantes et Nantes Métropole, le centre Hospitalier universitaire de Nantes, l'Hôpital Saint-Antoine de Jérémie et l'Association des Maires de la Grand'Anse (AMAGA), ont procédé à la signature d'une convention, le mercredi 9 novembre, dans le cadre d'une coopération solidaire entre ces différentes entités.

Cette convention est destinée à apporter un appui technique, financier et administratif à l'Hôpital de Jérémie, notamment à travers la formation du personnel médical et infirmier, la rénovation des locaux de cet établissement sanitaire et un apport en équipements médicaux. Le budget du programme est de 512 000 euros.

Mission de Cités Unies France en Haïti, 11 - 18 novembre 2011

La mission visait la mise en place de procédures de consultation pour choisir le maître d'œuvre afin d'initier la construction de l'école nationale de Gressier et du lycée d'enseignement général des Abricots. Ces deux sites ont rempli les formalités légales et techniques pour initier les travaux (propriété des terrains, plan d'arpentage, enseignants, élèves).

Pour la commune de Gressier, il s'agit de reconstruire l'école nationale détruite par le séisme, dont le terrain appartient à l'Etat haïtien. L'école, qui existait depuis plus de quarante ans, est la seule école publique située en ville.

Pour la commune des Abricots, le terrain appartenait au maire qui en a fait un don au ministère de l'Education nationale. Il s'agit de remplacer l'actuel lycée vétuste dont les capacités ne permettent plus d'accueillir le surcroît d'élèves réfugiés après le séisme.

ARGENTINE

Président du groupe-pays : Pierre-Marie Blanquet, vice-président du conseil général de l'Aveyron

2^{ème} Forum France - Argentine de la coopération décentralisée, en 2012

Le 30 novembre dernier, la direction de Cités Unies France ainsi que le président du groupe-pays Argentine, ont accueilli Alicia San Nicolás, coordinatrice du Programme fédéral, à la Direction générale de la Coopération internationale du ministère des Affaires étrangères argentin, en présence d'Edgardo Malaroda, ministre en charge de la section économique et commerciale et de la coopération décentralisée à l'ambassade d'Argentine en France.

La présence d'Alicia San Nicolás marque la volonté de faire progresser les perspectives de coopération entre les collectivités françaises et argentines. Elle traduit la volonté commune entre la Direction Générale de la Coopération Internationale (DGCIN), les ambassades des deux pays, le MAEE, et le groupe-pays Argentine de CUF d'organiser d'un deuxième forum, au second semestre 2012, qui renforcerait les initiatives et impulserait de nouvelles coopérations.



Amérique latine & Caraïbes

Appel à propositions de l'Union européenne :

- Argentine

Cet appel s'inscrit dans le programme « Acteurs non étatiques & autorités locales » dans le volet « un pays » Argentine du budget 2011-2012.

La date limite de soumission de la note succincte est le 5 janvier 2012.

Objectif de l'appel : développer les mécanismes de communication en réseau entre autorités locales/entrées autorités locales et organisations de la société civile, afin de maximiser l'impact des actions locales en matière de réduction de la pauvreté et des inégalités.

Seules les autorités locales argentines peuvent être « demandeurs » ou « partenaires », les autorités locales des pays de l'UE ne peuvent être « qu'associés ».

Enveloppe financière totale disponible : 600 000 euros

Montant minimal de la subvention UE : 100 000 euros

Montant maximal de la subvention UE : 150 000 euros

Lien vers l'ensemble des documents : <https://webgate.ec.europa.eu/europeaid/online-services/index.cfm?ADSSChck=1322669984007&do=publi.detPUB&searchtype=AS&Pgm=7573847&zgeo=35362&aoet=36538%2C36539&ccnt=7573876&debpub=&orderby=upd&orderbyad=Desc&nbPubliList=15&page=1&aoref=131581>

- Nicaragua

Cet appel s'inscrit dans le programme « Acteurs non étatiques & autorités locales » dans le volet « un pays » Nicaragua du budget 2011.

La date limite de soumission de la note succincte est le 6 janvier 2012

Objectif de l'appel : renforcer les capacités des autorités locales comme une condition préalable à une société plus équitable, ouverte et démocratique, à travers leur « droit d'initiative ».

Les autorités locales et associations d'autorités locales du Nicaragua ou d'un pays de l'UE peuvent être « demandeurs ».

Enveloppe financière totale disponible : 500 000 euros

Montant minimal de la subvention UE : 100 000 euros

Montant maximal de la subvention UE : 250 000 euros

Lien vers l'ensemble des documents : <https://webgate.ec.europa.eu/europeaid/online-services/index.cfm?ADSSChck=1322666985883&do=publi.detPUB&searchtype=AS&Pgm=7573847&zgeo=35527&aoet=36538%2C36539&ccnt=7573876&debpub=&orderby=upd&orderbyad=Desc&nbPubliList=15&page=1&aoref=132086>

- Haïti

Le présent appel à propositions pour les actions en République d'Haïti s'inscrit dans le budget 2011 du programme thématique sécurité alimentaire.

La date limite de soumission de la note succincte est le 10 février 2012.

Objectif de l'appel : protéger, maintenir et rétablir les biens productifs essentiels à la sécurité alimentaire, réduire la sous-nutrition et mettre en place des mesures pour combattre la vulnérabilité aux chocs.

Les actions doivent avoir eu lieu en République d'Haïti. Sont éligibles en priorité les régions suivantes : l'Artibonite, le Nord-ouest, le Sud-est et le Sud.

Enveloppe financière totale disponible : 6 000 000 euros

Montant minimal de la subvention UE : 500 000 euros

Montant maximal de la subvention UE : 1 500 000 euros

Lien vers l'ensemble des documents : <https://webgate.ec.europa.eu/europeaid/online-services/index.cfm?ADSSChck=1323082579046&do=publi.detPUB&searchtype=AS&aoet=36538%2C36539&ccnt=7573876&debpub=&orderby=upd&orderbyad=Desc&nbPubliList=15&page=1&aoref=132229>

Pour plus d'informations :

Felicia Medina, chargée de mission (pôle Amérique latine et Caraïbes)
Courriel : f.medina@cites-unies-france.org

Anne-Claire Gaudru, chargée de mission (Mexique)
Courriel : ac.gaudru@cites-unies-france.org

MEXIQUE

Rencontres de la coopération décentralisée franco-mexicaine, 1^{er} trimestre 2012

Cités Unies France participe à la préparation d'une rencontre de la coopération décentralisée franco-mexicaine, qui devrait se dérouler fin février, à la Communauté urbaine de Bordeaux.

Les collectivités françaises engagées au Mexique seront invitées à une réunion le 11 janvier 2012, à partir de 14h30, dans les locaux de Cités Unies France.

Présentation officielle de la Solidaire du Chocolat (transatlantique sportive, solidaire et événementielle)

Le samedi 3 décembre dernier, au Salon nautique de Paris, a eu lieu la présentation officielle de la deuxième édition de la Solidaire du Chocolat sur le stand des Pays de la Loire, en présence d'une délégation de l'Etat du Yucatan. Cette course double, réservée aux Class40, partira du port de Saint-Nazaire le dimanche 11 mars 2012, à destination de Progreso au Yucatan. La Solidaire du Chocolat qui relie la France au Mexique a lieu tous les deux ans et entraîne la mobilisation de la population locale et l'engagement des autorités, encouragées par les accords de coopération décentralisée, signés en 2009, entre les Pays de la Loire et le Yucatan.

Pour plus d'informations :
www.lasolidaireduchocolat.com

ACTUALITÉS AMÉRIQUE LATINE

Naissance de la CELAC, le nouvel organisme régional de l'Amérique latine et des Caraïbes qui vise à concurrencer l'Organisation des Etats Américains (OEA)

Le sommet fondateur de la CELAC, la Communauté des Etats latino-américains et des Caraïbes a eu lieu les 2 et 3 décembre 2011, à Caracas. La volonté du pays hôte, le Venezuela, est qu'elle devienne une alternative à l'organisation des Etats américains (OEA) où siègent aussi les Etats-Unis et le Canada.

La CELAC est composée de 33 membres, les 34 de l'OEA, moins Washington et Ottawa, mais avec Cuba en plus. Malgré les divergences idéologiques en Amérique latine, les 33 chefs d'Etat concernés sont tous d'accord de l'utilité d'un tel forum régional.

(Source : www.rfi.fr)

VIETNAM

Président du groupe-pays : Kader Arif, conseiller municipal de Toulouse, député européen

Prochaine réunion du groupe-pays Vietnam le 16 janvier 2012

Le groupe-pays Vietnam se réunira le lundi 16 janvier 2012, à Cités Unies France. Cette réunion sera l'occasion de définir les perspectives de travail du groupe-pays et les premières avancées des prochaines assises.

INDE

Président du groupe-pays : Claudy Lebreton, président du conseil général des Côtes d'Armor, président de l'Assemblée des départements de France

Réunion du groupe-pays Inde, le 16 novembre 2011

Le compte-rendu de la réunion du groupe-pays Inde du 16 novembre 2011 sera bientôt disponible sur le site Internet de Cités Unies France. Les collectivités membres du groupe-pays le recevront par courrier électronique et seront invitées à réagir sur la programmation 2012 de l'animation du réseau de la coopération décentralisée franco-indienne avant fin 2011.

Mission « Villes nouvelles – Villes satellites »

L'ambassade de France en Inde organise pour les collectivités territoriales françaises (élus locaux et fonctionnaires), du 10 au 17 décembre 2011, un voyage d'études sur le thème « Villes nouvelles – Villes satellites ». Le programme complet est téléchargeable sur notre Internet.

CHINE

Président du groupe-pays : Bernard Soulage, vice-président du conseil régional Rhône-Alpes, délégué aux relations internationales

Prochaine réunion du groupe-pays Chine, le 17 janvier 2012

Une réunion du groupe-pays Chine de Cités Unies France et de l'ARF est envisagée le 17 janvier 2012, en lien avec la plateforme Coopération et Tourisme Responsable. La date reste à confirmer.

JAPON

Président du groupe-pays : Jean-Michel BERLEMONT, adjoint au maire de Nancy délégué aux relations européennes, internationales et transfrontalières

L'intérêt que les peuples des deux Etats, France et Japon, se portent mutuellement s'est traduit depuis longtemps par un fort investissement des collectivités locales. Aujourd'hui, la coopération décentralisée franco-japonaise implique tous les niveaux de collectivités françaises : conseils régionaux, conseils généraux, communes et intercommunalités. Cités Unies France suit activement les collectivités françaises dans leur engagement avec le Japon : plus de 150 collectivités participent aux activités.

De ce fait, le nouveau bureau exécutif de Cités Unies France a décidé, lors de sa réunion du 2 novembre 2011, de constituer officiellement le groupe-pays Japon qui sera présidé par Jean-Michel BERLEMONT, Adjoint au Maire, délégué aux relations européennes, internationales et transfrontalières de la Ville de Nancy.

Troisième réunion du comité de pilotage français des Troisièmes Rencontres de la coopération décentralisée franco-japonaise, le 30 novembre 2011, à Cités Unies France

La troisième réunion du Comité de pilotage français des Troisièmes Rencontres de la coopération décentralisée franco-japonaise a eu lieu le 30 novembre 2011. Cette réunion a fait le point sur le programme à Compiègne et à Chatres, la participation des collectivités françaises et sur leur choix des ateliers et des sous-thèmes.

Toutes les collectivités françaises qui souhaitent participer et/ou intervenir lors des Troisièmes Rencontres sont priées de choisir entre les différents ateliers et sous-thèmes, mais également de proposer d'autres sous-thèmes intéressants pour leur collectivité.

La liste des sous-thèmes proposés dans les trois ateliers se trouve à l'adresse suivante : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1179>

Fonds de solidarité pour le Japon de Cités Unies France

Cités Unies France rappelle qu'après le séisme et le tsunami dévastateurs qui ont touché l'archipel nippon le 11 mars dernier, un fonds de solidarité pour le Japon a été ouvert aux collectivités territoriales désireuses de venir en aide au peuple japonais. CUF tient à remercier sincèrement les collectivités ayant déjà abondé ce compte bancaire spécial « Collectivités territoriales – Séisme Japon ». L'argent recueilli est destiné aux collectivités japonaises sinistrées et sera distribué en collaboration avec le Centre japonais des collectivités locales (CLAIR).

Pour plus d'informations :

Camille Borella, chargée de mission (Vietnam)

Courriel : c.borella@cites-unies-france.org

Katarina Fotic, chargée de mission (Japon)

Courriel : k.fotic@cites-unies-france.org

Sarah Schönfeld, chargée de mission (Chine, Inde)

Courriel : s.schonfeld@cites-unies-france.org

Méditerranée

MAROC

Président du groupe-pays : Jacques Rocca Serra, adjoint au maire de Marseille

Naissance du réseau associatif marocain REMAJEC, réseau « Jeunesse et Concertation »

Le Programme concerté Maroc (PCM), le 3 décembre lors de son Assemblée générale à Rabat, a donné naissance au réseau marocain « Jeunesse et Concertation », réseau pour et avec les jeunes, afin de faire entendre leur voix dans les débats nationaux, en particulier autour de la future stratégie nationale pour la jeunesse. Ce réseau s'appuie sur la 3e phase du PCM qui a mis l'accent sur la mobilisation des jeunes, citoyens désireux de participer économiquement et socialement à l'évolution de la société marocaine.

L'assemblée consultative de ce réseau s'est déroulée consécutivement à l'assemblée générale du PCM, à Rabat. Cités Unies France était représenté.

Des référents des programmes concertés Algérie, Congo Brazzaville et Guinée Conakry étaient également présents.

ACTUALITÉS MAROC

L'économie marocaine témoin de la vitalité du pays

Même si la crise européenne impacte quelque peu l'économie marocaine (tourisme, agriculture) celle-ci se porte bien, comme en témoigne le bond des exportations (15,1% fin octobre) ou l'approbation d'un prêt de 297 millions de dollars par la Banque mondiale pour la centrale solaire de Ouarzazate. De plus, elle est soutenue par un système bancaire qui, malgré la récente dégradation de Standard and Poor's, reste stable en raison de son attachement aux fonctions de base (intermédiation bancaire et crédit au marché domestique) et son éloignement des dérives de la finance.

(Sources : Le figaro.fr, le monde.fr)

Les premiers résultats des élections marocaines

Suite au référendum de juillet, apportant des amendements à la Constitution, des élections législatives ont eu lieu le 25 novembre. Le Parti Justice et Développement (PJD) a remporté 107 sièges sur 395. Abdelilah Benkirane, chef du PJD, optant pour la coopération avec la monarchie, a été nommé Premier ministre du gouvernement de coalition. (Source : le Figaro.fr)

PUBLICATION : « Maroc : quelles perspectives ? »



L'Institut de Relations Internationales et Stratégiques (IRIS) a publié une note d'analyse sur le Maroc, rédigée par Pierre Verluise, directeur de recherche à l'IRIS, et intitulée : « Maroc : quelles perspectives ? »

A télécharger : http://www.iris-france.org/docs/kfm_docs/docs/actualit-europennenn48.pdf

ALGÉRIE

Président du groupe-pays : Georges Morin, délégué du maire de Gières aux coopérations méditerranéennes

Nouveau soutien européen pour la jeunesse en Algérie

Le 8 novembre 2011, la Commission européenne a adopté un programme d'action annuel complémentaire en faveur de l'Algérie, incluant un programme d'appui en faveur de la jeunesse avec une priorité particulière accordée à l'employabilité des jeunes pour un montant de 23,5 millions d'euros.

Ce programme fait partie d'une réponse immédiate de l'UE aux aspirations actuelles de ce pays « dans un contexte où les moins de 35 ans représentent 70% de la population totale ». Il s'agit pour la Commission européenne d'apporter un appui au Ministère de la jeunesse et des sports pour le renforcement de ses capacités institutionnelles centrales et locales ainsi qu'aux associations de jeunes par l'information, la formation, et le financement de projets.

Pour plus d'informations : http://ec.europa.eu/europeaid/where/ neighbourhood/country-cooperation/algeria/algeria_fr.htm

ISRAËL

Président du groupe-pays : Charles Assouline, maire adjoint de Créteil

Signature d'un protocole de coopération décentralisée

Le 28 novembre 2011, Claude Bartolone (président du conseil général de la Seine-Saint-Denis) et Jean-Charles Negre (vice-président du conseil général) ont reçu, à Bobigny, Shimon Lankri (maire de Saint-Jean d'Ancre) pour la signature d'un protocole de coopération décentralisée entre le département de la Seine-Saint-Denis et la ville de Saint-Jean d'Ancre.

FRACTURE NUMÉRIQUE

Appels à projets ISIMED

Le Maroc et le Liban sont les pays bénéficiaires du programme ISIMED visant à réduire la fracture numérique dans les pays de la rive sud de la Méditerranée (cf. article rubrique actualités).

Les projets sont à déposer auprès de la DAECT.

Méditerranée

ACTUALITÉ PALESTINE

Assises de la coopération décentralisée franco-palestinienne, à Hébron

Cités Unies France et le Réseau de Coopération Décentralisée pour la Palestine (RCDP), en partenariat avec l'APLA (Association des Villes Palestiniennes) et le soutien du Ministère des affaires étrangères et européennes, organisent les Assises de la coopération décentralisée franco-palestinienne, les 23 et 24 janvier 2012, à Hébron.

Ces Assises représentent un événement majeur pour la coopération décentralisée, tout en étant de fait un événement politique. Venant à la suite des assises franco-palestiniennes de 2007 elles s'inscrivent dans une logique de continuité. Pour plus d'informations :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1414>

Bouguenais réaffirme son engagement pour la Palestine

La ville de Bouguenais déjà fortement impliquée dans son jumelage avec Anabta (Nord de la Cisjordanie) insiste aujourd'hui, via la voix de la maire Michèle Gressus, sur son souhait de voir s'établir une paix durable et un Etat en Palestine.

(Source : ouestfrance.fr)

Réunion du groupe de travail Proche-Orient à CGLU



Cités Unies France a pris l'initiative de la création d'un groupe de travail « Gouvernements locaux et coopération au Proche-Orient » au sein de la Commission Coopération décentralisée et Diplomatie des villes et Gouvernements Locaux Unis. La réunion de lancement a eu lieu le 9 décembre, lors du Conseil mondial de CGLU.

PALESTINE

Président du Réseau de coopération décentralisée pour la Palestine : Claude Nicolet, conseiller communautaire, communauté urbaine de Dunkerque

L'assemblée générale du RCDP, le 21 novembre 2011

A l'occasion de cette rencontre, les représentants des collectivités locales membres du RCDP ont renouvelé leur confiance à Claude Nicolet en tant que président du RCDP. Samia Jabert (Belfort) et Claude Reznik (Montreuil), ayant été élu vice-présidents, ont rejoint Georges Morin (Gières), Henry Bertholet (Romans-sur-Isère) et Chantal Bourvic (Conseil général du Val-de-Marne).

Cette rencontre a permis de mettre en avant le dynamisme du réseau, comme en témoigne le projet de classement de la vieille ville d'Hébron au patrimoine mondial de l'UNESCO, soutenu par les villes d'Arcueil, de Belfort et Hébron. Les assises franco-palestiniennes de la coopération décentralisée ont également été un point central des débats. Leur tenue à Hébron, les 23 et 24 janvier, constituera un événement majeur renforçant l'engagement des collectivités territoriales françaises, qui travaillent activement en faveur d'une paix juste et durable dans la région. Le programme provisoire sera communiqué sous peu à l'ensemble des collectivités territoriales.

Réunion à Cologne, les 30 novembre et 1^{er} décembre 2011



A l'initiative de la ville de Cologne, une vingtaine des maires palestiniens et israéliens s'est réunis à Cologne, les 30 novembre et 1^{er} décembre derniers. Cette conférence avait pour objectif d'explorer des pistes de coopération tripartites entre villes palestiniennes et villes israéliennes.

La rencontre a été un moment important d'échanges même si un bon nombre d'intervenants ont soulevé des doutes quant à la faisabilité des projets triangulaires sur le terrain.

Une dizaine des représentants français été présents à la réunion à côtés des élus italiens, allemandes, espagnoles...

Cette réunion a été également l'occasion pour le Réseau européen pour la paix au Proche-Orient de se réunir et d'organiser une section de travail.



LIBAN

Président du groupe-pays : Jean-Michel Daclin, adjoint au maire de Lyon

Compte-rendu de la réunion du groupe-pays Liban du 12 octobre 2011, à Marseille

La réunion du groupe-pays Liban a permis de faire le point sur les avancées du programme concerté Liban et sur les prochaines échéances du programme concerté.

Le compte rendu est désormais téléchargeable sur le site de CUF à l'adresse suivante :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1409>

Prochaines échéances pour le programme concerté Liban d'appui à la décentralisation

Le premier séminaire thématique, organisé dans le cadre du programme concerté Liban, se tiendra les 28 et 29 mars 2012 et portera sur les thèmes suivants services à la population, politiques sociales, formation, développement économique local.

Le second séminaire se tiendra en juin 2012 et portera sur les questions d'urbanisme, d'assainissement, de transports et d'environnement.

Pour chacun des séminaires, il s'agira d'illustrer, en s'appuyant sur l'expérience des partenariats de coopération décentralisée franco-libanais, les modalités d'organisation de fonctionnement possibles et souhaitables de la décentralisation.

Enfin, les assises de la coopération décentralisée franco-libanaise se tiendront à l'automne 2012.

Nouvel appel à propositions de L'Union européenne en direction du Liban

Cet appel à propositions permet de solliciter un co-financement pour des projets de coopération décentralisée se déroulant au Liban, co-financement qui peut aller jusqu'à 75 % du montant total estimé des coûts de l'action (pour une demande déposée par une collectivité européenne).

Les notes succinctes doivent être déposées au plus tard le 11 janvier 2012 auprès de l'Union européenne.

Pour plus de renseignements :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1396>

Pour plus d'informations :

Simoné Giovetti, chargé de mission (Palestine, Israël,
Réseau européen COEPPPO)

Linda Naïli, chargée de mission (Algérie, Maroc)

Virginie Rouquette, chargée de mission (Liban, Tunisie)

Astrid Frey, chargée de mission (Turquie)

Courriel : s.giovetti@cites-unies-france.org

Courriel : l.naïli@cites-unies-france.org

Courriel : v.rouquette@cites-unies-france.org

Courriel : a.frey@cites-unies-france.org

TUNISIE

Président du groupe-pays : Henri Bertholet, maire de Romans-sur-Isère (Drôme)

La transition politique : la formation d'un gouvernement en attendant la Constitution

L'Assemblée constituante élue le 23 octobre 2011 a débuté ses travaux.

Un mois après les premières élections libres du pays, le 23 octobre 2011, l'Assemblée constituante a entamé ses travaux sous l'égide de son président élu, le chef d'Ettakatol Mustapha Ben Jaafar.

Hormis la préparation de la Constitution, d'ici à un an normalement, l'Assemblée désignera le Président de la république qui devra à son tour, en étroite collaboration avec les députés, demander au Premier ministre de former un gouvernement.

Hamadi Jebali, l'actuel secrétaire général d'Ennahda, occupera très certainement le poste de Premier ministre. En effet, les répartitions politiques au sein du gouvernement de coalition, formé par les 89 élus d'Ennahda, le congrès pour la république (29 sièges) et Ettakatol (20 sièges), ont déjà eu lieu.

Ainsi, Ennahda dirigera le ministère de l'Intérieur, de la Justice et des Affaires étrangères, le Congrès pour la République héritera de la réforme administrative, des transports et du sport, enfin, Ettakatol contrôlera le ministère des Finances.

(Source : <http://www.lefigaro.fr/international/2011/11/22/01003-20111122ARTFIG00686-la-tunisie-est-entree-dans-la-transition.php>)

Jeunesse

ACTUALITÉS JEUNESSE

La « Wiki week for development » 2012, du 29 janvier au 5 février 2012

Il s'agit d'une initiative de l'association « Etudiants et développement » visant à former des jeunes issus des différents pays d'Europe à l'éducation au développement et à la citoyenneté internationale. Cette semaine sera un moment privilégié d'échanges interculturels sur les différentes conceptions du développement et permettra à chaque participant de se former à des pratiques innovantes à la solidarité et à la citoyenneté.

Plus d'informations sur le site : www.etudiantsetdeveloppement.org

Séminaire « Jeunesses euro-méditerranéennes : de l'indignation à l'engagement »

L'Agence française du programme européen « Jeunesse en action » et le Centre Salto-Youth EuroMed organisent, du 7 au 10 février 2012, à Lyon, un séminaire « Jeunesses euro-méditerranéennes : de l'indignation à l'engagement ». Cet événement se tiendra en deux parties distinctes :

- un séminaire (du mardi 7 au jeudi 9 février 2012) ouvert à 50 participants : 25 méditerranéens et 25 européens dont 6 français qui seront pris en charge par l'AFPEJA (transport et hébergement). La langue de travail du séminaire sera l'anglais.

- une conférence (le vendredi 10 février) ouverte à 100 personnes supplémentaires et françaises. Une traduction simultanée est prévue pour la conférence.

Plusieurs thèmes forts des politiques de jeunesse dans l'espace euro-méditerranéen seront abordés lors des tables rondes et ateliers: éducation, apprentissage participation, employabilité, société de l'information et économie de la connaissance.

Vous trouverez l'ensemble des informations sur le séminaire en cliquant sur le lien ci-après : <http://www.jeunessee-naction.fr/index.php/news/306/104/Seminaire-Jeunesses-euro-mediterraneennes-de-l-indignation-a-l-engagement--7-au-10-fevrier-2012-Lyon>

La date limite des inscriptions est le 16 décembre 2011. Elles se font via le site Salto-Youth euromed :

<http://www.salto-youth.net/rc/euro-med/tceuromed/tceuromed2012/youtheuromed/>

Présidente du groupe thématique : **Hélène Vincent**, adjointe au maire de Grenoble

MOBILITÉ INTERNATIONALE DES ETUDIANTS

« Erasmus pour tous » : cinq millions de bénéficiaires potentiels

Jusqu'à cinq millions de personnes (soit presque deux fois plus qu'actuellement) pourraient bientôt avoir la chance d'aller étudier ou suivre une formation à l'étranger grâce à une bourse d'« Erasmus pour tous ». Il mettra particulièrement l'accent sur : les possibilités d'apprentissage pour les particuliers, au sein et hors de l'UE, la coopération institutionnelle entre les établissements d'enseignement, les organisations de jeunesse, les entreprises, autorités locales et régionales, les ONG. Il devrait débiter en 2014. Plus d'informations sur le site :

<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=MEMO/11/818&format=HTML&aged=0&language=frguiLanguage=en>

Programme d'appui aux initiatives jeunesse : Jeunesse - Solidarité internationale (JSI)

Ce programme a pour objet de promouvoir des activités collectives, solidaires et durables, entre groupes de jeunes du Nord et du Sud, au Nord ou au Sud, soutenus par des associations de solidarité internationale ou des mouvements de jeunesse. Il s'agit de soutenir des projets de développement à caractère social, culturel (théâtre, musique, danse, sculpture...), éducatif ou sportif, ou des chantiers de construction, de réhabilitation, d'aménagement, dans les domaines rural, urbain ou environnemental. La prochaine date limite de dépôt des dossiers de demande de subvention est fixée au 23 janvier 2012 pour les actions se déroulant du 1^{er} avril au 30 juin 2012.

Plus d'informations sur le site : www.resacoop.org

37^e édition du concours « Bourses déclics jeunes »

Depuis 1975, la Fondation de France organise chaque année le concours des « Bourses déclics jeunes » et a récompensé aujourd'hui près de 800 jeunes dans la réalisation de leur vocation. Ce concours est ouvert à tous les jeunes de 18 à 30 ans porteurs d'un projet individuel, original, innovant et altruiste, tous domaines d'application confondus. Chaque année, le jury final sélectionne une vingtaine de lauréats qui se voient attribuer une bourse d'un montant de 7600 euros afin de mettre en œuvre ce projet et de réaliser leur vocation.

Plus d'informations sur le site suivant : <http://www.fdf.org>

Restitution d'une étude sur les dynamiques d'engagement volontaire et solidaire à l'international

Le 16 novembre 2011, dans le cadre de la semaine de la solidarité internationale et de l'année européenne du bénévolat et du volontariat, le réseau régional Centr'aider et France volontaires ont organisé, à Blois, une restitution d'une étude menée entre février et juin 2011. Elle avait pour objectif d'identifier les dynamiques de volontariat à l'œuvre en région et de dresser un état des lieux de la mobilité solidaire à l'international. Le rapport final et la synthèse de cette étude sont accessibles sur le site de France Volontaires : www.france-volontaires.org

Pour plus d'informations :

Linda Naïli, chargée de mission (Jeunesse)

Courriel : l.naili@cites-unies-france.org

Thématiques

TOURISME RESPONSABLE

Présidente du groupe thématique : Maryvonne Blondin, sénatrice, conseillère générale du Finistère déléguée à la coopération décentralisée et à la langue bretonne

Tourisme responsable, économie sociale et solidaire et professionnels du tourisme

Au regard des conclusions de l'étude sur le « tourisme responsable », Cités Unies France s'engage à associer davantage l'expertise et l'ensemble des travaux des professionnels du tourisme aux projets de coopération décentralisée. Le groupe Tourisme responsable de CUF souhaite apporter des réponses concrètes aux questions qui lui sont posées sur la professionnalisation du tourisme, la durabilité des initiatives et la mesure des impacts « ici et là-bas ». CUF organisera prochainement des sessions de travail, d'échanges et de mesures d'impacts, afin d'améliorer le lien entre « ici et là-bas ».

La réunion du groupe tourisme responsable du 21 novembre

La dernière réunion du groupe « Tourisme responsable » a abordé les interactions entre culture et tourisme responsable, une thématique récurrente dans les projets de coopération décentralisée. Afin de répondre aux mieux aux attentes, nous vous invitons à nous soumettre les sujets et cas qui vous interrogent afin de les traiter collectivement.

Actualité Plateforme coopération tourisme responsable (PFCTR) : événements à venir

Suite aux différentes soirées et journées dédiées au Sahel lors de la Semaine de la Solidarité internationale (SSI), le territoire pilote Sénégal fera l'objet d'une réunion et d'une relance des travaux sur la Casamance.

La prochaine réunion de la PFCTR sera dédiée à la Chine, et adossée à une réunion du groupe pays, le 17 janvier 2011 au matin, pour faciliter la participation des collectivités actives en Chine sur le sujet.

La réunion Madagascar, lors de la SSI, a fait émerger des questions confirmant le double nécessité d'une approche multi-acteurs et de tenir rapidement une réunion PFCTR.

Un deuxième volet sur le Maroc permettra de poursuivre les travaux de la réunion multi-acteurs initiés le 14 novembre.

Enfin, la PFCTR fera un bilan interne et une réunion ouverte à l'ensemble des collectivités afin de mieux communiquer sur les travaux et les opportunités.

Le groupe de travail mondial

Le 9 décembre 2011, à Florence, s'est tenue une réunion du groupe tourisme responsable de CGLU présidé par l'Etat du Yucatan, lors du Conseil Mondial de CGLU.

Les participants ont fait un état des lieux des projets réalisés et des travaux participatifs à venir.

Pour plus d'informations :

Astrid Frey, chargée de mission (Education au développement)

Courriel : a.frey@cites-unies-france.org

Anne-Claire Gaudru, chargée de mission (Tourisme responsable)

Courriel : ac.gaudru@cites-unies-france.org

Sarah Schönfeld, chargée de mission (Eau et assainissement)

Courriel : s.schonfeld@cites-unies-france.org

EAU

Colloque Eau et Solidarité internationale : quels partenariats ?

Dans la perspective du Forum mondial de l'eau de Marseille en mars 2012, la mairie de Bordeaux et l'Agence de l'eau Adour-Garonne organisent un moment de témoignages et de débats le 9 décembre 2011, à Bordeaux. Le programme est téléchargeable sur notre site Internet. Inscriptions à l'adresse mail suivante : eauetsolidarite@eau-ardour-garonne.fr

Forum Mondial de l'Eau

Le pS-Eau a rédigé une note très complète et pédagogique à destination des collectivités territoriales françaises voulant s'impliquer dans le 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau. Intitulée « Tout savoir sur le 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau », elle est téléchargeable sur notre site Internet, à la rubrique « Eau ». Pour télécharger le pré-programme du Forum : <http://www.worldwaterforum6.org/fr/le-forum/pre-programme/>

EDUCATION AU DEVELOPPEMENT

La Semaine de la solidarité internationale marquée par les « solisphères »

Ce sont plus de 60 « solisphères », dans une cinquantaine de départements qui ont été construits, le 12 novembre, jour du lancement de la Semaine, sur les places publiques. Œuvres éphémères construites sur le principe des mandalas, elles ont dit en couleurs et en différents matériaux ce que signifiait la solidarité internationale et plus particulièrement l'accès aux droits, pour les acteurs locaux, traduisant ainsi le slogan de cette année « Droits à l'essentiel ».

Cités Unies France s'est déplacée, pendant la Semaine, et après, en Seine Saint Denis au conseil général, à Montreuil et à Noisy-le-Sec, dans les Deux Sèvres à Bressuire, ou encore dans l'Essonne, à Evry Centre Essonne ; à Rouen, au conseil régional Haute Normandie ou encore à Montbéliard. Cités Unies France remercie tous ceux qui lui ont fait part de leur programme. Si l'équipe ou des élus des instances n'ont pas pu toujours répondre présents, le site de l'association a relayé les informations reçues.

Enfin, Cités Unies France a été pour la première fois « acteur » pendant la Semaine, co-organisant un débat à la mairie du 18^e arrondissement de Paris autour du tourisme responsable à Madagascar qui a attiré une trentaine de participants. Un stand d'artisanat malgache a été tenu par le collectif du 18^e contre la faim à Madagascar.



Thématiques

CITES ET GOUVERNEMENTS LOCAUX UNIS (CGLU)

Événement parallèle au 4ème Forum pour l'efficacité de l'aide, Busan, Corée du Sud, organisé par CGLU, l'ORU-FOGAR, PNUD-ART et DeLoG

Cet événement a été l'occasion pour les participants de rappeler « l'importance cruciale d'une décentralisation adéquate, d'une gouvernance locale renforcée et d'une plus grande coopération décentralisée afin d'améliorer l'efficacité de l'aide ».

Cet événement s'est déroulé sur deux sessions : la première intitulée « l'importance de la décentralisation dans une perspective locale et régionale dans « l'agenda de l'efficacité de l'aide » et a rassemblé entre autres les représentants de CGLU, de l'ORU-FOGAR, de DeLoG ou encore du PNUD. La seconde session « les expériences concrètes sur l'efficacité de l'aide au niveau local et régional » a permis aux participants d'échanger des expériences sur le rôle des gouvernements locaux dans l'efficacité de l'aide au développement.

Lors de cet événement, les participants ont appelé les gouvernements nationaux et la communauté internationale à prendre en compte : les opportunités créées par la participation active des gouvernements locaux et régionaux dans la définition et la mise en place de l'agenda sur l'efficacité de l'aide en particulier au regard de l'appropriation et de la gouvernance démocratique ; l'importance de la décentralisation et de la gouvernance locale dans la mise en œuvre des politiques de développement, la nécessité de reconnaître l'échelon local comme un partenaire à part entière dans la gouvernance internationale et l'architecture de l'aide

CRISES ET URGENCES

Les collectivités territoriales et l'aide d'urgence



Alain Juppé, ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères et européennes, a souhaité réunir les différents acteurs de l'action humanitaire française dans le cadre d'une Conférence nationale pour l'humanitaire (CNH). Henri de Raincourt, ministre chargé de la Coopération, a ouvert la CNH, en présence de Kristalina Georgieva, Commissaire européenne à la coopération internationale, à l'aide humanitaire et à la réponse aux crises.

Cette conférence a notamment été l'occasion d'examiner la suite à donner au rapport « Analyses et propositions sur l'action humanitaire dans les situations de crise et post-crise », d'Alain Boinet, directeur général de Solidarités Internationale, et Benoît Miribel, président d'Action Contre la Faim.

Elle a été l'occasion de réaffirmer l'attachement de la France aux grands principes de l'action humanitaire, de débattre des recommandations issues du rapport et de déterminer les axes de travail prioritaires pour l'avenir de l'action humanitaire de la France. Les discussions étaient organisées autour de trois tables rondes où ont été abordés les principaux défis humanitaires ainsi que les relations entre les acteurs et la façon de les améliorer.

De nombreuses personnalités ont participé à cette conférence. Kristalina Georgieva et Michèle Striffler, rapporteur du Parlement européen pour l'aide humanitaire, ont rappelé que la politique de la France dans ce domaine s'inscrit aujourd'hui dans un cadre européen. Jean-François Mattéi, président de la Croix-Rouge Française, Dov Zerah, directeur général de l'Agence Française de Développement, Antoine Gérard, chef du Bureau de Coordination des Affaires Humanitaires des Nations Unies à Bruxelles, Wolf-Dieter Eberwein, président de VOICE, ainsi que les représentants des organisations non-gouvernementales françaises ont participé aux débats.

Cités Unies France, également représentée, a pu faire valoir le rôle important des collectivités territoriales françaises dans ce dispositif. A la demande de ses adhérents, Cités Unies France s'interroge aujourd'hui sur le rôle que les collectivités territoriales peuvent avoir dans l'environnement complexe de l'aide d'urgence, en situations de crises et post-crisis. Deux pistes importantes sont en cours de réflexion : d'abord comment approfondir et renforcer la notion de prévention dans le cadre des partenariats existants et aussi comment réagir ensemble face à une catastrophe. La place des collectivités territoriales dans ce dispositif, qui implique l'Etat, avec le centre de crise, mais aussi toutes les associations humanitaires, n'est pas encore défini.

Une réunion d'échange autour de cette question sera organisée en janvier 2012.

Pour plus d'informations :

Simoné Giovetti, chargé de mission (Crises et urgence)
Courriel : s.giovetti@cites-unies-france.org



INSTITUTIONS EUROPÉENNES

FORMATION : Pôle d'expertise européenne - formation : « Comment répondre aux appels à propositions européens ? »

La nouvelle session de formation sera proposée courant février 2012, les dates seront communiquées prochainement. Vous pouvez dès à présent nous manifester votre intérêt pour cette nouvelle session de formation.

EFFICACITÉ DE L'AIDE

Position commune de l'UE en vue du quatrième forum sur l'efficacité de l'aide, conclusions du Conseil, 14 novembre 2011

Le Conseil a affirmé dans sa position que la participation des autorités locales, « acteurs essentiels du développement et de l'action en faveur de la démocratie, des droits de l'homme et de l'État de droit », devait être renforcée. Ce point considéré comme une priorité pour l'Union.

Les initiatives de l'UE pour accroître la transparence et améliorer la coordination de l'acheminement de l'aide, Commission européenne, 30 novembre 2011 à Busan

Ces initiatives ont été présentées lors du Forum de Busan par Andris Piebalgs, Commissaire européen en charge du développement. Il a déclaré que l'UE et ses Etats membres devront « rendre publiques toutes les informations relatives aux programmes d'aide de sorte qu'elles soient facilement accessibles et puissent être plus aisément partagées et publiées ». L'UE encourage également les Etats membres et les pays partenaires à mettre en place des accords plus souples permettant aux différents partenaires de mieux répondre aux besoins spécifiques sur le terrain.

Les Journées européennes du développement, 15 et 16 décembre 2011, Varsovie

La 6^{ème} édition des Journées européennes du développement se déroulera les 15 et 16 décembre, à Varsovie. Cette sixième édition a été lancée par Krzysztof Stanowski, sous secrétaire d'Etat pour la présidence polonaise et Andris Piebalgs, commissaire européen chargé du développement. Cette conférence permettra de réunir tous les acteurs du développement pour discuter des moyens d'améliorer l'efficacité de l'aide.

Les thèmes majeurs de cette édition seront la démocratie (en particulier le rôle des parlements et de la société civile), le développement au lendemain des Printemps arabes, la coopération Sud-Sud et la nouvelle politique européenne de développement proposée par la Commission européenne dans son « agenda pour le changement ».

DIALOGUE STRUCTURÉ : Séminaire de suivi du dialogue structuré, 9 et 10 novembre, à Bruxelles

Après les conclusions du dialogue structuré à Budapest, la Commission a organisé un séminaire pour discuter des suites à donner à ce dialogue, dans le fond et dans la forme. Platforma y a représenté la voix des autorités locales à travers son porte-parole Pierre Schapira.

Pour plus d'informations :

Camille Borella, chargée de mission (Institutions européennes)

Katarina Fotic, chargée de mission (Russie)

Simoné Giovetti, chargé de mission (Arménie)

ACTUALITÉS EUROPE

ARMÉNIE

Président du groupe-pays : Patrick Devedjan, président du conseil général des Hauts-de-Seine et député des Hauts-de-Seine

Prochaine réunion du groupe-pays Arménie, le 15 décembre 2012

La prochaine réunion du groupe-pays Arménie aura lieu le 15 décembre dans les locaux du conseil général des Hauts-de-Seine.



RUSSIE

Ville du Kremlin-Bicêtre : Festival RussenKo 2012

Créé en 2010 à l'occasion de l'Année croisée France-Russie, pour mettre à l'honneur la Russie et les pays russophones, le festival RussenKo s'est imposé comme un moment incontournable dans le paysage culturel kremlinois et parmi les manifestations célébrant la culture russe et russophone.

Cette année, RussenKo ouvrira officiellement l'Année croisée France-Russie



2012 « Langues et littératures » avec trois jours d'échanges, de découvertes mais aussi de rencontres humaines et artistiques. Le festival se tiendra du 27 au 29 janvier 2012, à Kremlin-Bicêtre.

Pour plus d'informations : <http://www.russenko.fr/fr/> ou sur le site Internet de Cités Unies France : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1415>

EFFICACITÉ DE L'AIDE : Le 4^{ème} Forum de haut niveau pour l'efficacité de l'aide, à Busan, 30 novembre au 1^{er} décembre 2011

De nombreux représentants de gouvernements, des parlementaires, des représentants de la société civile se sont rassemblés à Busan lors du 4^{ème} Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide. L'objectif était de faire un point sur les mécanismes actuels de l'aide et leur efficacité et d'évaluer les progrès effectués depuis le forum de 2008 et la signature du Programme d'action d'Accra pour de l'efficacité de l'aide.

FRACTURE NUMÉRIQUE : Appel à projets ISIMED visant à réduire la fracture numérique dans les pays de la rive Sud de la Méditerranée

La Délégation pour l'action extérieure des collectivités territoriales (DAECT) et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) lancent un appel à projets conjoint dans le cadre du programme ISI@MED (Initiative pour la Société de l'Information en Méditerranée).

Les collectivités territoriales dont les propositions seront retenues dans le cadre du présent appel à projets bénéficieront :

1- d'un accompagnement méthodologique en faveur de la mise en œuvre dans les territoires partenaires, d'activités de renforcement des capacités dans trois domaines principaux : la gestion des ressources locales et territoriales; le développement économique local ; le développement de projets communautaires.

2 - d'un cofinancement de la part de la DAECT et du PNUD (en fonction de la disponibilité des ressources au niveau du pays de mise en œuvre) pour la mise en œuvre opérationnelle des activités.

3 - d'une intégration à la Plateforme ART du PNUD.

Les dossiers de demande de subvention pourront être déposés tout au long de l'année à partir du 1^{er} mai 2011. Les pays éligibles pour ce programme sont, à ce jour, le Liban, le Maroc et le Sénégal.

NB : le pays partenaire détermine lui-même les régions bénéficiaires de ce programme.

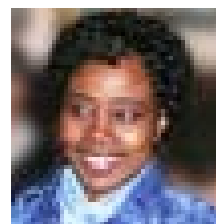
Pour plus d'informations : <https://cncd.diplomatie.gouv.fr/frontoffice/article.asp?menuid=641&lv=2&aid=629>

Félicie Missingamani, notre collègue et amie, est décédée le 23 octobre 2011, à Paris

Notre chère collègue et collaboratrice, Félicie Missingamani nous a quitté après une longue maladie.

Pendant plus de trente ans, sa vie professionnelle, et un peu sa vie tout court, était investie dans le mouvement des Villes jumelées et des Cités Unies. Après de nombreuses années à la Fédération mondiale, elle a rejoint l'équipe de Cités Unies France en 1995.

Au delà de notre grande tristesse, nous garderons d'elle les vifs souvenirs de sa présence bienveillante, discrète et solide.



ETUDES

AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT ET COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Les budgets des collectivités territoriales, consacrés à l'aide publique au développement

Cités Unies France réalise, en accord avec le ministère des Affaires étrangères et européennes, une étude sur les budgets consacrés par les collectivités territoriales aux pays de l'aide publique au développement.

Les réponses seront traitées de manière confidentielle et le nom de votre collectivité territoriale ne sera pas cité dans l'étude. Les réponses permettront de dégager des grandes tendances (par continent, par pays, par niveau et par thème) ainsi que des éléments d'appréciation quantitative et qualitative.

Pour y participer, du 9 décembre au 9 janvier 2012, merci d'aller sur notre site où vous trouverez le lien vers le questionnaire interactif (<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1418>) ou contactez Astrid Frey : a.frey@cites-unies-france.org pour l'obtenir.

COLLOQUE : Villes, acteurs et pouvoirs dans le monde arabe et musulman - Appel à propositions

Le laboratoire GREMMO (Université Lyon 2 – CNRS) de la Maison de l'Orient et de la Méditerranée, membre du Labex Intelligence des mondes, organise un colloque international et multidisciplinaire, à Lyon, 29-30 octobre 2012.

Le but du colloque est de comprendre le gouvernement des villes, et pas seulement des grandes villes, dans le monde arabe et musulman à la lumière des évolutions politiques actuelles et des défis urbains.

Date limite pour l'envoi d'une communication : 15 mars 2012.

Plus d'infos : <http://calenda.revues.org/nouvelle21983.html>

Agenda de la coopération décentralisée

INTITULÉ	LIEU	DATE	INITIATIVE
Forum des maires (Israël, Palestine, Europe)	Cologne	30 novembre - 2 décembre	Ville de Cologne / partenaires
Assises franciliennes de la coopération et de la solidarité internationale, autour d'une thématique ciblée : Jeunesse	Paris	2 décembre	Conseil régional de l'Île-de-France
Première Convention internationale pour une politique de cohésion territoriale à l'échelle mondiale	Genève	5 décembre	Régions unies / FOGAR
Assises euro-maliennes de la coopération décentralisée	Bamako	3 - 5 décembre	Autorités maliennes / Association des maires du Mali
2 ^{ème} Forum de la coopération Nord Pas-de-Calais / Minas Gerais	Lille	6 - 9 décembre	Conseil régional Nord Pas-de-Calais
Salon des maires au Sénégal	Dakar	7 - 9 décembre	Association des maires du Sénégal
Entretiens territoriaux de Strasbourg	Strasbourg	7 et 8 décembre	CNFPT - INET
Réunion du groupe-pays Chili	Paris	8 décembre	CUF
Conseil mondial de CGLU	Florence	9 - 11 décembre	CGLU
Voyage d'études sur le thème « Villes nouvelles – Villes satellites »	Inde	10 - 17 décembre	Ambassade de France en Inde
Première conférence des gouvernements locaux et régionaux des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud)	Pékin	11 décembre	SAF
1 ^{er} Forum Méditerranéen de l'Eau	Marrakech	12 - 13 décembre	Institut Méditerranéen de l'Eau
Forum national de l'eau et l'assainissement du Burkina Faso	Ouagadougou	13 - 15 décembre	Ministère de l'Agriculture et de l'Hydraulique burkinabè
Symposium sur la décentralisation dans les Sud	Antananarivo	14 - 15 décembre	Institut National de la Décentralisation et du Développement Local - INDDL
Réunion du groupe-pays Arménie	Conseil général des Hauts-de-Seine	15 décembre	CUF

Agenda de la coopération décentralisée

INTITULÉ	LIEU	DATE	INITIATIVE
Réunion du groupe-pays Amérique centrale et Cuba	CUF	15 décembre	CUF
Journées Européennes du Développement (JED)	Varsovie	15 - 16 décembre	Union européenne
Réunion dans le cadre du projet AIMF pour le renforcement des capacités et le rapprochement entre collectivités locales burkinabè et ivoiriennes pour la paix et par le développement	Bobo Dioulasso	20 décembre (reportée)	AIMF
Réunion du groupe-pays Vietnam	CUF	16 janvier	CUF
Réunion du groupe-pays Chine	CUF	17 janvier (à confirmer)	CUF
Assises de la coopération décentralisée franco-palestinienne	Hébron (Palestine)	22 - 24 janvier	RCDP/CUF/APLA et partenaires
Journée de la coopération décentralisée « Santé et coopération en Afrique subsaharienne »	Maison des associations de solidarité	25 janvier	CUF
Colloque « La paix est possible : El Salvador 1992-2012 »	Maison de l'Amérique Latine	26 et 27 janvier	Ambassade d'El Salvador / Institut d'Etudes politiques / Maison de l'Amérique Latine
Réunion du groupe-pays Madagascar	CUF	26 janvier	CUF
Réunion du groupe-pays Burkina Faso	Paris	27 janvier	CUF
Nouvelle session de formation : « Comment accéder aux financements européens ? »	Paris	Janvier (date à préciser)	CUF
Réunion du bureau exécutif de CUF, vœux du président	CUF	1 ^{er} février	CUF
6 ^{ème} Forum Mondial de l'Eau	Marseille	12 - 17 mars	Comité d'organisation
« ExperienciAmérica » : Sommet hémisphérique des Autorités locales - VI ^e Congrès latino-américain des villes et des autorités locales	Santiago de Chile	20 - 23 mars	Comité d'organisation
Réunion du groupe-pays Turquie	Paris	30 mars	CUF
3 ^{ème} Forum de la coopération internationale des collectivités	Paris Palais des Congrès	2 - 3 juillet	CUF / ICIC

Publications

Ouvrages édités par Cités Unies France

(Tarifs applicables à partir de janvier 2011)

Ouvrages de la collection “groupe - pays” : 25 euros

Les dossiers pays fournissent une synthèse de l'organisation des collectivités territoriales et des réformes administratives récentes. Ils comprennent également une analyse des partenariats de coopération décentralisée.

Référence	Ouvrage	Parution
DPPO	Dossier pays Pologne	2008
DPRO	Dossier pays Roumanie	2008
DPHO	Dossier pays Hongrie	2005
DPCR	Dossier pays Croatie	2006
DPRT	Dossier pays République tchèque (inclus “profils des régions tchèques”)	2005
DPRU	Dossier pays Russie (à paraître)	2012
DPVN	Dossier pays Vietnam (deuxième édition - juin 2010!)	2011
DPIN	Dossier pays Inde (première édition - février 2011)	2011
DPJA	Dossier pays Japon (deuxième édition - avril 2010!)	2010
DPPA	Dossier pays Palestine	2008
DPTQ	Dossier pays Turquie	2008
DPLI	Dossier pays Liban	2007
DPMA	Dossier pays Maroc	2007
DPIS	Dossier pays Israël	2007
DPTU	Dossier pays Tunisie	2005
DPBR	Dossier pays Brésil (deuxième édition - septembre 2011)	2011
DPNI	Dossier pays Nicaragua	2006
DPHT	Dossier Pays Haïti (à paraître)	2012
DPEU	Dossier Pays Etats-Unis (à paraître)	2012
DPBE	Dossier Pays Bénin (première édition - octobre 2010)	2010
DPBF	Dossier Pays Burkina Faso (première édition - juin 2010)	2010
DPTG	Dossier Pays Togo	2009
DPML	Dossier Pays Mali	2009
DPMU	Dossier Pays Mauritanie	2008
DPSE	Dossier Pays Sénégal	2007
DPNG	Dossier Pays Niger (à paraître)	2012



Publications

Ouvrages de la collection "groupe - pays" : 40 euros

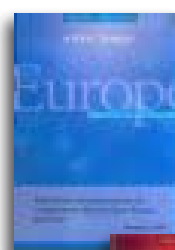
Référence	Ouvrage	Parution
DPAC	Dossier Pays Afrique centrale et des Grands Lacs (octobre 2010)	2010



Repertoires des partenariats de cooperation decentralisee : 15 euros

Cités Unies France recense et met à jour régulièrement les partenariats entre collectivités territoriales françaises et étrangères.

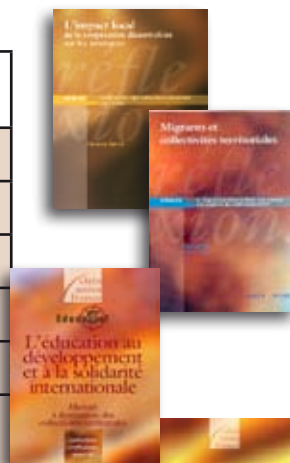
Référence	Ouvrage
RPRU	Répertoire des partenariats franco-russes
RPPO	Répertoire des partenariats franco-polonais
RPRO	Répertoire des partenariats franco-roumains
RPHO	Répertoire des partenariats franco-hongrois
RPRT	Répertoire des partenariats franco-tchèques
RPVN	Répertoire des partenariats franco-vietnamiens
RPJO	Répertoire des partenariats franco-japonais
RPAL	Répertoire des partenariats franco-algériens
RPPA	Répertoire des partenariats franco-palestiniens
RPMA	Répertoire des partenariats franco-marocains
RPTU	Répertoire des partenariats franco-tunisiens
RPIS	Répertoire des partenariats franco-israéliens
RPLI	Répertoire des partenariats franco-libanais
RPEU	Répertoire des partenariats franco-américains (France - Etats-Unis)
RPEU-a	Répertoire des partenariats franco-américains (en anglais)
RPALC	Répertoire des partenariats France - Amérique Latine et Caraïbes
RPBE	Répertoire des partenariats franco-béninois
RPBF	Répertoire des partenariats franco-burkinabè
RPCA	Répertoire des partenariats franco-camerounais
RPMR	Répertoire des partenariats franco-mauritaniens
RPMD	Répertoire des partenariats franco-malgaches
RPML	Répertoire des partenariats franco-maliens
RPSE	Répertoire des partenariats franco-sénégalais
RPTO	Répertoire des partenariats franco-togolais



Publications

Ouvrages de la collection "Réflexions" : 15 euros

Référence	Ouvrage	Parution
Ro01	Les Jeunes, la vie locale et l'action internationale	2003
Ro02	Regards sur la coopération décentralisée franco-burkinabè	2003
Ro03	Pauvreté et inégalités en Afrique Subsaharienne	2002
Ro04	L'impact local de la coopération décentralisée sur les territoires	2006
Ro07	Migrants et collectivités territoriales	2008
Ro08	L'éducation au développement et à la solidarité internationale (CUF-Educasol)	2010



Ouvrages de la collection "Référence" : 25 euros

REF01	Les instruments juridiques de la coopération décentralisée	2008
REF02	Les collectivités territoriales et l'engagement des jeunes à l'international	2009
REF03	Coopération décentralisée et alimentation en Afrique - Agriculture et développement rural (CUF-CFSI)	2010
REF04	La coopération internationale des collectivités territoriales et l'Union européenne : l'Allemagne, l'Espagne, la France, l'Italie, le Royaume-Uni et la Suède face à la Commission européenne (CUF-AFD)	2010
REF05	The International Cooperation of Local Authorities in the European Union: Germany, Spain, France, Italy, the United Kingdom, Sweden and the European Commission (CUF-AFD)	2011



Ouvrages hors collection

HCDD	Coopération décentralisée pour le développement durable, Guides méthodologiques, en partenariat avec l'AFCCRE et l'Association 4D	2005	15€
HCPCD	L'évaluation des partenariats de coopération décentralisée. Document de réflexion et d'appui méthodologique		10€
HCCDDA	Coopération décentralisée au développement local urbain en Afrique. Pratiques en débat et expériences - 2 volumes	2000	10€



AFPM	Rendons le pouvoir à l'Afrique, Philippe MILON (L'Harmattan)	2009	22€
------	--	------	-----

Cahiers de la coopération décentralisée

CDD-2	Cahiers de la coopération décentralisée : l'action internationale des collectivités locales - numéro 2 - août 2010 Prix collectivités adhérentes à CUF : 15€	2009	30€
-------	---	------	-----





9, rue Christiani 75018 Paris ■ Tél. : (+33/0)1 53 41 81 81 ■ Fax : (+33/0)1 53 41 81 41
Site Internet : www.cites-unies-france.org ■ Courriel : coop-dec@cites-unies-france.org
Pour s'abonner à la lettre : e.seyoum@cites-unies-france.org